

NAÂMA : SELON LA DIRECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT

Projets en cours pour la protection des villes des risques d'inondations

PLUSIEURS opérations sont en cours de réalisation pour la protection de certaines communes de la wilaya de Naâma des risques d'inondation, a-t-on appris hier auprès des services de la direction des ressources en eau et de l'environnement (Dree).

Ces opérations, d'un montant de plus de 2,35 milliards de dinars, portent notamment sur la protection de Mécheria et Ain-Sefra des risques d'inondations, engendrées par les eaux pluviales, des zones jouxtant les oueds et vallons, a-t-on signalé.

Elles interviennent après finalisation d'études techniques exhaustives menées par l'organisme national de contrôle des projets hydrauliques au niveau de ces zones, suite aux dégâts occasionnés par les intempéries de 2010, au niveau notamment du 4^e lotissement et la cité Essalem, dans la commune de Mécheria.

Afin de protéger la ville de Mécheria, des drains longs de 11,8 km pour la déviation des eaux affluant du mont Antar hors tissu urbain ont été réalisés, en plus de la réalisation d'une

galerie, longue de 1,3 km, à l'intérieur de la ville, et d'autres installations et points de collecte et de drainage des eaux, selon la même source. Les travaux de protection de la ville de Ain Sefra, actuellement à 98% d'avancement, consistent en la réalisation, sur les berges des Oueds Bridj et Mouileh affluant au centre-ville, des murs de protection en béton de 6,5 km de longueur sur 8,5 m de hauteur, a-t-on ajouté. Ces travaux doivent être, cependant, accompagnés d'un entretien périodique, à mener avec le

concours de l'Office national de l'assainissement et des services communaux, ainsi que du curage et nettoyage des lits d'oueds, avec, par ailleurs, le respect des normes et techniques d'urbanismes et de construction dans les zones basses, a-t-on souligné. L'élimination des décharges anarchiques, le curage des avaloirs avant la période des pluies et le boisement des berges d'oueds, figurent parmi les opérations indispensables pour la protection des villes des risques d'inondation, a-t-on estimé à la Dree.

Thank you for trying

Abdelkader Ouali et l'ambassadeur du Canada évaluent l'avancement des projets de coopération

Le ministre des Ressources en Eau et de l'Environnement, Abdelkader Ouali, et l'ambassadeur du Canada à Alger, Mme Isabelle Roy, ont évalué lundi l'état d'avancement des projets de coopération dans le domaine de la formation. Lors d'une audience tenue au siège du ministère, les deux parties ont notamment évoqué "le renforcement des capacités pédagogiques de l'École supérieure de management des ressources en eau (ESMRE) d'Oran à travers l'organisation de séminaires et d'ateliers de travail par les experts canadiens", a indiqué un communiqué du ministère des Ressources en eau et de l'Environnement. Par ailleurs, les deux parties se sont félicitées de la qualité des relations algéro-canadiennes et ont convenu de renforcer la coopération entre les deux pays et aussi de prospecter de nouvelles opportunités de partenariat dans le domaine des ressources en eau et de l'environnement, a ajouté la même source.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Plus de 16 milliards de dinars pour les wilayas déléguées du Sud

Les wilayas déléguées du Sud ont bénéficié, à ce jour, d'une enveloppe financière de 16,6 milliards de dinars pour la restauration et l'équipement, outre l'organisation de 120 concours pour le recrutement de 1.800 personnes en fonction des besoins. C'est ce qu'a révélé, hier, le directeur des études au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Abdelkhalek Chorfa.

Il a précisé que parmi ces mesures, il y a lieu de citer la «Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales» qui a débouqué un montant de 401 millions de dinars pour la restauration de nouvelles infrastructures. Une autre de 8.920 millions de dinars servira au lancement d'un programme de réalisation de structures de proximité et, enfin, 3,1 milliards de dinars à l'acquisition d'équipements d'assainissement et de salubrité. Les autorités publiques ont décidé également de consacrer plus de 569 millions de dinars à l'acquisition de véhicules au profit de ces wilayas, en vertu d'un contrat conclu avec la SNVI de Tiaret.



Pour leur part, les wilayas ont apporté une contribution de 195 millions de dinars. A ce propos, Chorfa a rappelé que le ministère avait souligné l'importance du respect des délais impartis à la réalisation des projets. «A ce jour, 55% du programme a été réceptionné, le reste

interviendra durant le premier trimestre de l'année en cours au plus tard», a-t-il affirmé. Entre autres principes à ancrer dans ces wilayas déléguées, figurent la décentralisation qui sera appliquée dans une première étape au niveau de certaines commissions, dont la création est prévue en 2017, à l'instar de la commission de cession des terres agricoles et la commission de promotion de l'investissement et autres, a-t-il poursuivi.

Par ailleurs, les mesures exceptionnelles prises en faveur de ces wilayas englobent le recours aux énergies renouvelables. A cet effet, une convention a été conclue avec le Centre national de développement des énergies renouvelables pour la formation de deux cadres pour chaque wilaya déléguée.

LES WILAYAS DÉLÉGUÉES DES HAUTS-PLATEAUX, L'EXEMPLE DU SUD

Le directeur des études au ministère de l'Intérieur a précisé qu'il était «très probable que la création des wilayas déléguées dans la région des Hauts-Plateaux prévue en 2017

passera par le même dispositif adopté pour les wilayas déléguées du Sud». Chorfa, qui n'a pas cité les daïras éligibles au statut de wilayas déléguées dans la région des Hauts-Plateaux, a affirmé que «le travail est actuellement en cours pour définir les critères de sélection des daïras concernées». L'idée, a-t-il ajouté, vise à permettre aux wilayas déléguées d'accéder plus tard au statut de wilayas.

Chorfa a rappelé que cette opération «vise à améliorer la gouvernance en adoptant l'approche participative et le rapprochement de l'administration du citoyen et l'investisseur de l'administration». Elle tend aussi à «réduire les disparités entre les différentes régions du pays, à assurer une redistribution de la population dans le Sud et les Hauts-Plateaux, et à protéger l'environnement, les sites et les ressources naturelles». Sur le plan économique, les daïras éligibles au statut de wilayas déléguées doivent disposer de ressources leur permettant de réaliser une relance économique.

■ R.N.

RENFORCEMENT DE L'AEP

Réception du 1^{er} réservoir fin mars 2017

Le premier réservoir du système de renforcement et de sécurisation de la ville de Batna en eau potable sera réceptionné fin mars 2017, a indiqué, lundi, le directeur local de l'Algérienne des eaux (ADE), Mourad Hadid. D'une capacité de 45 000m³, ce futur réservoir implanté à la cité Douar Eddis a atteint 95% de taux d'avancement des travaux du génie civil, a souligné ce responsable, précisant qu'en matière d'équipement, cette infrastructure hydraulique a atteint un taux de l'ordre de 85%. La totalité du projet de renforcement et de sécurisation de la ville de Batna englobant la réalisation de sept (7) réservoirs constituant une chaîne de conduites de transport d'eau potable sur un linéaire de 38km sera réceptionnée fin juin 2017, a annoncé le même responsable, précisant que la capacité de stockage de l'ensemble de ces réservoirs est de l'ordre de 81 000m³. La mise en exploitation de ces réservoirs conjuguée au projet d'extension de la station de pompage du barrage Koudiet Lemdouar en réalisation portera les capacités de stockage d'eau potable dans la ville de Batna de 24.000m³ actuellement à 105.000m³, a souligné Hadid. Ces opérations permettront, en plus de la consolidation du ratio quotidien individuel en eau potable, la concrétisation d'une autonomie en alimentation en cette substance vitale pendant 72 heures en cas de panne, a ajouté la même source. Le système de renforcement et de sécurisation de la ville de Batna en eau potable inscrit dans le cadre du programme quinquennal 2010-2014 a nécessité un investissement de 5,377 milliards de dinars, a-t-on rappelé, précisant que les travaux de réalisation avaient été lancés fin janvier 2014.

Transfert de l'opération
d'achèvement du réseau
d'assainissement
de Arassa vers le secteur
de l'hydraulique

05 milliards dégagés

Suite à une décision prise par le wali d'Oran, Zaalane Abdelghani, il a été procédé au transfert de l'opération d'achèvement du réseau d'assainissement de la localité de Arassa à Béthioua vers le secteur des ressources en eau afin d'accélérer le rythme des travaux suite à une demande formulée par le directeur de l'hydraulique de la wilaya d'Oran, Terchoune Djelloul. Cette opération dotée d'une enveloppe de 05 milliards était, auparavant, inscrite au titre du plan communal de développement (PCD). Les services de l'hydraulique de la wilaya se sont montrés disposés à «gérer» l'achèvement du réseau d'assainissement de la localité en question dans le cadre des opérations sectorielles. Arassa est une agglomération qui grandit et prend de l'ampleur grâce à l'important programme de résorption de l'habitat précaire qui y a été implanté et des structures éducatives et de santé, existantes. De ce fait, les besoins de la population, estimée à plus de 3.000 habitants en matière de réseau d'assainissement, se sont avérés nécessaires. **B.H.**

Bouira

8 communes bientôt raccordées au système des grands transferts



Huit communes du sud, de l'ouest et de l'est de la wilaya de Bouira seront raccordées d'ici au mois de juillet prochain au système des grands transferts des eaux des barrages de Koudiet Acerdoune et de Tilesdit, a indiqué mardi à l'APS le directeur des ressources en eau Lahbib Boulanouar.

Les communes d'Ath Mansour, Chorfa, Aghbalou, El Adjiba, Ahnif et M'chedallah (est) (90 000 habitants), ont été raccordées et alimentées depuis septembre dernier à partir du barrage de Tilesdit pour une enve-

loppe de 7 milliards de dinars, a expliqué M. Boulanouar. « Il reste certaines communes du sud, de l'ouest ainsi que de l'est de la wilaya qui seront raccordées au système des grands transferts des eaux des barrages de Koudiet Acerdoune et de Tilesdit », a fait savoir le responsable.

Les communes concernées par cette opération sont Haizer (est), Maâmoura, Ridane, Dechmia, Hakimia, Boukram et Zbarbar (ouest) ainsi que Hadjra Zarga (sud), a précisé M. Boulanouar dans une déclara-

tion à l'APS. Selon ce dernier, sept localités comptant 11 000 habitants et qui relèvent des communes de Djebahia, Aomar et Ahl Laksar ont été raccordées également en juillet et septembre derniers au système des grands transferts du deuxième grand barrage au niveau national, à savoir Koudiet Acerdoune, d'une capacité de 640 millions de m³.

Réalisé dans la commune montagnaise de Maâlla, située sur les hauteurs de Lakhdaria, le barrage de Koudiet Acerdoune est destiné à satisfaire les besoins en eau potable de toutes les communes de la wilaya de Bouira notamment celle de l'ouest, du nord et du sud, ainsi que d'autres communes relevant des wilayas voisines M'Sila et Médéa.

Pour celui réalisé dans la commune de Bechloul, qui est d'une capacité de 170 millions de m³, il alimente notamment la partie Est de la wilaya ainsi que quelques communes des wilayas limitrophes, Bordj Bou-Arréridj et M'Sila. ■

El-Bayadh Réception d'un projet d'AEP à Boussemghoune avant juillet

■ Un nouveau projet d'alimentation en eau potable (AEP) de la commune de Boussemghoune (El-Bayadh) sera réceptionné avant la fin du premier semestre en cours, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des Ressources en eau et de l'Environnement (DREE).

Ce projet, dont les travaux sont à 50% d'avancement, consiste en la réalisation d'une canalisation d'adduction d'eau sur 10 km à partir du forage (30 litres/seconde) d'El-Rella situé non loin de la région d'Ain-Nekhila vers le chef lieu de la commune de Boussemghoune, a indiqué le DREE, Abderrahmane Arrabi.

D'un montant de 83 millions DA accordé au titre du programme sectoriel de développement, le projet en question vise à renforcer les capacités de distribution en eau potable destinées aux 5.000 habitants de cette collectivité, a-t-il précisé.

La commune de Boussemghoune, alimentée actuellement à partir d'un forage et de deux sources, mobilisant ensemble une capacité 160 litres/ jour/ habitant, devra connaître une amélioration en matière d'alimentation en eau potable avec l'entrée en service de ce nouveau projet, a-t-on ajouté de même source.

Le secteur des ressources en eau dans la wilaya d'El-Bayadh s'est vu accorder d'autres projets pour l'amélioration du réseau d'eau potable de certaines communes.

Il s'agit d'un projet d'adduction, sur 20,3 km, de l'eau à partir de la région d'Oum-Djerabie vers la commune de Boualem ainsi que d'une canalisation similaire, mise récemment en service et reliant sur 22 km la zone de Deghima à la commune d'El-Meharra.

R. B.

Le wali y était en visite hier

Investissements et eau potable au menu

Le wali de Bouira, M. Cherifi Mouloud, s'est rendu hier, en fin d'après-midi, dans la localité de Chorfa, pour inspecter plusieurs projets privés dans le domaine de l'embouteillage de l'eau minérale. Deux investisseurs privés sont implantés dans cette localité, à savoir «Mont Djurdjura» et «Togi» qui ont réussi à se frayer 'un nom' sur le marché national, malgré une concurrence rude. Par ailleurs, le premier magistrat de la wilaya a, également, visité une laiterie privée dans la localité de Toghza. Une unité qui permettra de renforcer le lait en sachet dans une wilaya qui dépend essen-

tiellement des laiteries de la wilaya de Tizi-Ouzou et de Boumerdès. M. Cherifi se verra exposer le projet du périmètre irrigué au réservoir principal, ainsi que la présentation du projet de raccordement de la commune de Chorfa au système des transferts AEP à partir du barrage de Tilesdit. Le wali devait également faire une escale au chef-lieu communal de Chorfa, pour visiter le service de biométrie de la commune, le centre culturel, ainsi que le projet de réalisation de la salle OMS et de 100 logements de type LPL.

H. B.

Thank you for trying S...

فلاحو المنطقة الشرقية يستفيدون من مشروع سد في المدينة

سيستفيد، فلاحو المنطقة الشرقية بولاية المدينة، من مياه سد بني سليمان بعد الانتهاء من الأشغال به، خلال نهاية السنة الجارية، لاستغلالها في سقي الأراضي الفلاحية. وحسب القائمين على المشروع، فإن نسبة الأشغال تقدر بـ 70 من المائة، حيث تقدر طاقة استيعابه أكثر من 28 مليون م³ من المياه موجه لسقي حوالي 2000 هكتار، وقد أوكلت مهمة إنجازها إلى شركتي «هيدر و أمينا جمو» و «هيدر وتكنيكا»، وحسب وزير الموارد المائية والبيئة، السيد عبد القادر وعلي، فقد أكد خلال زيارة عمل وتفقد إلى ولاية المدينة، نهاية الأسبوع الماضي، بأن المشروع بعد ضمن استراتيجية الدولة، الرامية إلى التحكم والحفاظ على المياه السطحية، إلى جانب تلك المنقطة في سبيل استغلال المياه البيطانية والمسترجعة، داعياً إلى الحفاظ على مورد المياه والحد من تبذير وتفعيل دور فرق المراقبة التابعة للجزائرية للمياه بهدف الحفاظ على ديمومة توفّر المياه الشروب للمواطنين ومحاربة الربط العشوائي وسرقة المياه، وفي مجال البيئة، وقف الوزير بمركز الردم التقني بالزوييرية، حيث جدد تأكيده على ضرورة إبراز أهمية قطاع البيئة في الحياة الاجتماعية والاقتصادية للبلاد، باعتبار أن الدستور الحالي خصص مادتين لهذا المجال الحيوي، مذكراً بأهمية التحسيس وتسيير النفايات وفق ما يجب أن يكون، ناهيك عن العودة إلى الأسس المتعلقة بالتنوع البيئي وحاجة المحيطات الحضرية إلى المساحات الخضراء مع الحفاظ عليها. وليدرم